

## **Jugement commercial 2026TALCH02/00232**

Audience publique du vendredi, six février deux mille vingt-six.

### **Numéro TAL-2026-00077 du rôle**

Composition :

Anick WOLFF, 1<sup>ère</sup> vice-présidente ;  
Inès BIWER, 1<sup>er</sup> juge ;  
Petra MAGEROTTE, juge-déléguée ;  
Lynn BETTENDORFF, greffier.

#### **Entre :**

La société à responsabilité limitée **U.I. SARL**, établie et ayant son siège social à L-xxxx Luxembourg, représentée par son gérant actuellement en fonctions, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro BXXX.XXX,

élisant domicile en l'étude de E. SA, établie et ayant son siège social à L-xxxx Luxembourg, inscrite à la liste V du Tableau de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro BXXX.XXX, représentée aux fins de la présente procédure par Maître M.N., avocat à la Cour, demeurant professionnellement à la même adresse,

**partie demanderesse**, comparant par Maître L.K., avocat à la Cour, en remplacement de Maître M.N., avocat à la Cour, susdit,

#### **et :**

Le groupement d'intérêt économique **LUXEMBOURG BUSINESS REGISTERS**, en abrégé **LBR**, établi et ayant son siège social à L-1611 Luxembourg, 31, avenue de la Gare, inscrit au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro C24, représentée par son conseil de gérance actuellement en fonctions,

**partie défenderesse**, comparant par Madame B.F., juriste, munie d'une procuration spéciale.

#### **Faits :**

Par exploit de l'huissier de justice J.G. d'Esch-sur-Alzette, en date du 29 décembre 2025, la partie demanderesse a fait donner assignation à la partie défenderesse à comparaître le vendredi 16 janvier 2026 à 9h00 heures devant le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, deuxième chambre, siégeant en matière commerciale, Cité Judiciaire, Plateau du Saint-Esprit, Bâtiment CO, salle CO.1.01, pour y entendre statuer sur le mérite de la demande contenue dans ledit exploit d'huissier ci- après reproduit :

L'affaire fut inscrite sous le numéro TAL-2026-00077 du rôle pour l'audience publique du 16 janvier 2026, devant la deuxième chambre, siégeant en matière commerciale lors de laquelle les débats eurent lieu comme suit :

Maître L.K., en remplacement de M.N., donna lecture de l'assignation et exposa les moyens de sa partie.

Madame B.F. fut entendue en ses explications.

Sur ce, le tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour le

### **Jugement qui suit :**

#### **Faits**

En date du 29 novembre 2023, le groupement d'intérêt économique LUXEMBOURG BUSINESS REGISTERS (ci-après le « LBR ») a accepté une première demande d'immatriculation de la société à responsabilité limitée U.I.H. SARL (anciennement S.I. SARL) (ci-après la « Société ») enregistrée sous la référence Lxxxxxxx. La Société a été immatriculée sous le numéro BXXX.XXX.

En date du 18 janvier 2024, le LBR a accepté une seconde demande d'immatriculation de la Société, enregistrée sous la référence Lxxxxxxx (ci-après le « Dépôt Litigieux »). La Société a été immatriculée une seconde fois sous le numéro BXXX.XXX.

#### **Procédure**

Par exploit d'huissier de justice du 29 décembre 2025, la Société a fait donner assignation au LBR à comparaître devant le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale.

#### **Prétentions et moyens des parties**

La Société demande au tribunal d'ordonner au LBR l'annulation du Dépôt Litigieux et de procéder à la suppression du dossier inscrit sous la dénomination « S.I. SARL » et portant le numéro BXXX.XXX.

Elle demande encore à voir ordonner l'exécution provisoire de la présente décision.

La Société base sa demande sur l'article 17bis du règlement grand-ducal du 23 janvier 2003 portant exécution de la loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises (ci-après le « Règlement de 2003 » et la « Loi de 2002 »).

Elle expose que le Dépôt Litigieux aurait été effectué par erreur et créerait l'apparence de l'existence de deux sociétés distinctes, augmentant en conséquence les frais de la Société et pouvant induire les tiers en erreur, la coexistence des deux immatriculations au Registre de commerce et des sociétés (ci-après le « RCS ») provoquerait un grief à l'égard de la Société.

Le LBR confirme avoir accepté le Dépôt Litigieux. Il ne s'oppose pas à la demande en annulation formulée par la Société et demande dès lors qu'il lui soit enjoint d'annuler le Dépôt Litigieux, respectivement d'annuler le dossier n° BXXX.XXX.

Le LBR demande encore que le dépôt du présent jugement dans le dossier de la Société immatriculée sous le numéro BXXX.XXX soit ordonné et sollicite la condamnation de la demanderesse aux frais et dépens de l'instance.

### **Appréciation**

La demande, introduite dans les forme et délai de la loi, est à déclarer recevable en la forme.

Le tribunal saisi est compétent pour connaître de la demande en application de l'article 21 (1) de la Loi de 2002.

L'article 17bis du Règlement de 2003 dispose que : « *Toute réquisition ou document ayant fait l'objet d'un dépôt ne peut être annulé que sur base d'une décision judiciaire portant injonction au gestionnaire du registre de commerce et des sociétés* ».

Eu égard à cette disposition légale et au vu des éléments soumis à l'appréciation du tribunal ainsi que de l'accord des parties, il y a lieu d'enjoindre au LBR d'annuler le Dépôt Litigieux.

La demande tendant à voir ordonner au LBR la suppression du dossier numéro BXXX.XXX est à dire irrecevable étant donné qu'elle manque de base légale, l'article 17bis du Règlement de 2003 ne visant que les dépôts effectués au RCS auprès du LBR.

Il y a encore lieu d'ordonner le dépôt du présent jugement dans le dossier de la Société, immatriculée sous le numéro BXXX.XXX, afin qu'il puisse servir de justificatif de l'annulation du Dépôt Litigieux.

Au vu de l'accord des parties, il y a lieu d'ordonner l'exécution provisoire sans caution du présent jugement.

Les frais et dépens sont à laisser à charge de la partie demanderesse.

### **Par ces motifs :**

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, deuxième chambre, siégeant en matière commerciale, statuant contradictoirement,

**reçoit** la demande en la forme,

la **dit** partiellement fondée,

**ordonne** au groupement d'intérêt économique LUXEMBOURG BUSINESS REGISTERS d'annuler le dépôt effectué le 18 janvier 2024 sous la référence Lxxxxxxxx,

**dit** irrecevable la demande en suppression du dossier numéro BXXX.XXX,

**ordonne** le dépôt du présent jugement dans le dossier de la société à responsabilité U.I. SARL tenu auprès du groupement d'intérêt économique LUXEMBOURG BUSINESS REGISTERS, sous le numéro BXXX.XXX,

**laisse** les frais et dépens de l'instance à charge de la société à responsabilité U.I. SARL.